

Mentions légales

ÉDITEUR DU SITE : Fondation JAE Jeunesse Avenir Entreprise

N° SIRET : 353 975 733 000 26 – code NAF 5829C

60 avenue Mermoz, 69372 Lyon cedex 08 – Tel. 04.78.77.07.60 – Fax : 04.78.77.07.66

Directeur de la publication : Serge CHVETZOFF

HÉBERGEMENT DU SITE : SAS Nexylan – 274 ter Av. de la Marne, 59700 Marcq-en-Barœul

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE :

La Fondation Jeunesse Avenir Entreprise est seule titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents au Site et à son contenu. En conséquence, toute reproduction et/ou représentation, totale ou partielle, des éléments composant le Site ou de son contenu autre que celle effectuée pour un usage strictement privé et à titre gratuit, est soumise à l'autorisation préalable et écrite de la Fondation Jeunesse Avenir Entreprise.

À défaut, de tels actes constitueraient une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

RESPONSABILITÉ :

La Fondation Jeunesse Avenir Entreprise ne donne aucune garantie quant au bon fonctionnement du Site. Du fait de la nature particulière du réseau Internet, l'accès au Site peut être interrompu ou restreint à tout moment sans que la responsabilité de la Fondation Jeunesse Avenir Entreprise ne puisse être engagée, à quel titre que ce soit.

De la même façon, la responsabilité de la Fondation Jeunesse Avenir Entreprise ne saurait être engagée pour tout dommage dû à une intrusion extérieure ou à la présence de virus informatiques sur le Site.

La Fondation Jeunesse Avenir Entreprise ne pourra en aucun cas être tenue responsable des omissions ou erreurs éventuelles dans le contenu du Site, ainsi que de l'obsolescence des informations présentes sur le Site.

Aucun contenu du Site ne saurait constituer un conseil de quelle que nature que ce soit.

L'information contenue sur le Site est de nature générale et l'Utilisateur seul responsable de l'usage qu'il en fait et des décisions qu'il prend sur la base de cette information.

SÉCURITÉ :

Conformément aux articles 323-1 et suivants du Code pénal, sont pénalement sanctionnées toute intrusion frauduleuse dans un système de traitement automatisé de données, toute entrave au fonctionnement d'un tel système, ainsi que toute modification ou suppression des données, par des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 75000 euros d'amende, outre les peines complémentaires prévues à l'article 323-5.

La Fondation Jeunesse Avenir Entreprise mettra en oeuvre toute voie de droit en cas de violation de ces dispositions s'agissant du Site et des données qu'il contient ou collectées et hébergées via ce Site.

DURÉE ET MISE À JOUR :

Les présentes mentions s'appliqueront aussi longtemps que le Site sera accessible aux Utilisateurs. Date de mise à jour : les présentes mentions sont à jour au 23 février 2021

LOI APPLICABLE :

Tout litige en relation avec le Site www.parcoureo.fr est soumis au droit français.